



Union Patronale du Canton de Fribourg
Freiburger Arbeitgeberverband

Statuts

Statuten



Statuts de l'Union Patronale du canton de Fribourg

I NOM ET BUTS

Art. 1 Nom et siège

1 L'Union Patronale du Canton de Fribourg, désignée ci-après par "UPCF", est une association sans but lucratif, régie par les présents statuts et par les articles 60 et suivants du Code civil suisse.

2 Sa durée est illimitée.

3 Son siège est à Fribourg.

Art. 2 Buts

L'UPCF a pour but

- a) De créer et administrer des groupements professionnels, interprofessionnels patronaux et économiques et de favoriser leur constitution et leur développement.
- b) De créer et administrer les institutions sociales utiles aux membres.
- c) De défendre les intérêts des PME sous l'aspect de l'économie libre, particulièrement ceux des membres, face aux autorités cantonales et nationales, au public et aux tiers. Pour ce faire, l'UPCF peut agir au nom des membres d'une manière collective ou individuellement.
- d) D'œuvrer en faveur de conditions-cadre favorables à l'activité des entreprises.
- e) De promouvoir la formation et le perfectionnement professionnels.
- f) De proposer divers services bilingues utiles aux membres collectifs et leurs membres, aux membres individuels de l'UPCF ainsi qu'aux entreprises et groupements de tout le canton.
- g) De collaborer avec d'autres organisations professionnelles, interprofessionnelles patronales ou économiques.
- h) De mettre en relation et d'agir comme relais entre les différents acteurs économiques.
- i) De stimuler l'économie du canton.

II MEMBRES

Art. 3 Membres collectifs

Peuvent devenir membres collectifs

1 Les groupements professionnels, interprofessionnels patronaux ou économiques.

2 Les associations régionales des arts et métiers.



Art. 4 Membres individuels avec affiliation CIFA/CIEPP

1 Peuvent devenir membres individuels avec affiliation CIFA/CIEPP les personnes physiques et morales qui souhaitent s'affilier aux institutions sociales CIFA ou à l'agence de Fribourg de la CIEPP et qui ne font pas partie d'un membre collectif.

2 Si les institutions sociales CIFA ou l'agence de Fribourg de la CIEPP n'assurent plus le membre, la qualité de membre individuel avec affiliation CIFA/CIEPP s'éteint automatiquement. Le membre peut devenir membre individuel sans affiliation CIFA/CIEPP aux conditions de l'art. 5.

Art. 5 Membres individuels sans affiliation CIFA/CIEPP

Peuvent devenir membres individuels sans affiliation CIFA/CIEPP

1 les personnes physiques exerçant ou ayant exercé une activité dirigeante au sein des organes dirigeants de son organisation ou une profession indépendante et qui ont un intérêt pour l'économie du canton de Fribourg ;

2 les personnes morales ayant leur siège ou leur activité sur le territoire cantonal.

3 Seules les personnes physiques ou morales qui ne peuvent pas devenir membre d'un membre collectif peuvent être membre individuel sans affiliation CIFA/CIEPP. Si le membre individuel a la possibilité de s'affilier à un membre collectif après avoir acquis la qualité de membre individuel sans affiliation CIFA/CIEPP, il doit démissionner en tant que membre individuel et est libre de s'affilier au membre collectif pour continuer à bénéficier des services de l'UPCF.

4 Les personnes physiques et morales ayant été exclues d'un membre collectif de l'UPCF ne peuvent pas devenir membre individuel sans affiliation CIFA/CIEPP.

Art. 6 Perte de la qualité de membre

1 La qualité de membre se perd par la démission donnée six mois avant la fin de l'année civile et pour la fin de celle-ci, la dissolution d'un membre collectif, l'extinction de la raison sociale, le décès, dans les situations mentionnées par les présents statuts ainsi que par suite d'exclusion.

2 L'exclusion peut être décidée à l'encontre d'un membre qui agirait contre les principes de l'UPCF ou de ses institutions sociales et dont l'activité serait préjudiciable ou qui ne remplirait pas ses obligations financières. Aucune voie de recours n'est ouverte contre l'exclusion.

3 Les membres sortants ou exclus perdent tout droit à l'avoir social.



III ORGANISATION

Art. 7 Organes

- a) L'Assemblée générale
- b) Le Comité directeur
- c) Le Bureau
- d) La Chambre Patronale du Canton de Fribourg
- e) La Direction
- f) L'organe de révision

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Art. 8 Composition et fonctionnement

1 L'Assemblée générale est le pouvoir suprême de l'UPCF. Elle est convoquée durant le premier semestre de l'année par lettre ou e-mail envoyé 20 jours avant. La date, dans la mesure du possible, est communiquée sur le site internet au minimum 40 jours avant cette assemblée.

2 Chaque membre collectif est représenté par la présidence ou, en cas d'empêchement, par un autre membre du comité. L'attribution des droits statutaires est déterminée par le Bureau en fonction de la taille du membre collectif.

3 Les personnes morales sont représentées par un membre de la direction. Les membres individuels n'ont pas de voix statutaire.

4 L'Assemblée générale est dirigée par la présidence du Comité directeur et délibère valablement indépendamment du nombre de voix représentées. En principe, les votes se font à la majorité des voix émises. La modification des statuts et la dissolution de l'association requièrent une majorité de deux tiers. Est élue la personne qui obtient la majorité absolue des voix émises. A défaut, est élue la personne qui obtient la majorité relative des voix émises au 3^e tour.

5 Les décisions peuvent aussi être prises par écrit ou sous forme électronique. Le délai de convocation selon l'alinéa 1 reste applicable. La décision d'organiser l'Assemblée générale par écrit ou sous forme électronique doit être communiquée aux membres au plus tard 4 jours avant l'assemblée.

Art. 9 Attributions

- a) Approbation du rapport annuel
- b) Approbation des comptes annuels
- c) Election de la présidence et des membres du Comité directeur
- d) Election des membres de la Chambre patronale qui ne font pas partie du Comité directeur
- e) Fixation du montant des cotisations
- f) Révision des statuts et dissolution de l'UPCF



COMITE DIRECTEUR

Art. 10 Composition et fonctionnement

1 Le Comité directeur est composé de 5 membres au minimum et de 9 au maximum, dont la présidence. En principe, seuls les représentants des membres collectifs ayant signé avec l'UPCF un contrat de mandat pour la gestion de leur secrétariat sont éligibles pour le Comité directeur.

2 Il élit la vice-présidence et nomme un secrétariat. La personne en charge du secrétariat peut être externe au Comité directeur.

3 Le Comité directeur se réunit au moins une fois par semestre.

4 Le Comité directeur délibère valablement si au moins la moitié des membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité des voix émises. En cas d'égalité, la voix de la présidence est prépondérante. Les membres ne peuvent pas se faire représenter. La Direction de l'UPCF et la personne gérante les institutions sociales participent aux séances avec voix consultative.

5 Les membres du Comité directeur sont élus pour une période de 3 ans. Le mandat est renouvelable 2 fois dans la même fonction.

Art. 11 Attributions

- a) Élaborer les axes stratégiques de l'UPCF
- b) Décider de l'adhésion de l'UPCF à d'autres associations
- c) Proposer les membres du Comité directeur et de la Chambre Patronale
- d) Nommer les membres de la Direction et veiller à sa surveillance
- e) Désigner les personnes qui, par une signature collective, engagent la responsabilité de l'UPCF
- f) Valider le rapport et les comptes annuels pour approbation par l'Assemblée générale
- g) Décider de l'admission et de l'exclusion d'un membre collectif ou d'un membre individuel sans affiliation CIFA/CIEPP, sans indication des motifs
- h) Lorsque les statuts des institutions sociales créées par l'UPCF le prévoient, nommer les membres de comité et les autres organes de ces dernières

CHAMBRE PATRONALE DU CANTON DE FRIBOURG

Art. 12 Composition et fonctionnement

1 La Chambre Patronale est composée des membres du Comité directeur ainsi que de 20 autres membres au maximum. Seuls les représentants des membres collectifs sont éligibles. La présidence est assurée par la personne en charge de la vice-présidence du Comité directeur et la vice-présidence est assurée par la personne en charge de la présidence du Comité directeur. La représentation des différentes régions du canton et des divers secteurs d'activités doit être assurée.

2 La personne en charge du secrétariat peut être externe à la Chambre Patronale.



3 La Chambre Patronale délibère valablement indépendamment du nombre de membres présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix émises. En cas d'égalité, la voix de la présidence est prépondérante. Les membres ne peuvent pas se faire représenter.

4 Les membres de la Chambre Patronale sont élus pour une période de 3 ans. Le mandat est renouvelable 2 fois dans la même fonction.

Art. 13 Attributions

- a) Délibérer sur les votations et élections fédérales et cantonales
- b) Emettre des recommandations de vote et d'élection

LE BUREAU

Art. 14 Composition

Le Bureau se compose de la Présidence et de la Vice-Présidence du Comité directeur ainsi que du Directeur ou de la Directrice de l'UPCF.

Art. 15 Attributions

- a) Elaborer l'ordre du jour des séances du Comité directeur
- b) Elaborer le rapport annuel
- c) Elaborer les comptes annuels
- d) Proposer les membres de la direction
- e) Définir l'attribution des voix statutaires
- f) Edicter les règlements internes

LA DIRECTION

Art. 16 Composition et fonctionnement

La Direction se compose du Directeur ou de la Directrice et des Directeurs ou Directrices adjoints.

Art. 17 Attributions

- a) Appliquer les décisions prises par les autres organes de l'UPCF
- b) Engager, promouvoir et licencier le personnel
- c) Assurer la responsabilité opérationnelle des activités
- d) Assurer un échange avec la direction des institutions sociales et décider avec celle-ci de l'admission et de l'exclusion d'un membre individuel avec affiliation CIFA/CIEPP, sans indication de motifs

ORGANE DE REVISION

Art 18 L'organe de révision

L'Assemblée générale élit l'organe de révision pour une période de trois ans. Le mandat est renouvelable une fois.



IV FINANCES ET RESPONSABILITÉ

Art. 19 Ressources financières

Les ressources de l'UPCF patronale sont

- a) Les produits provenant des institutions
- b) Les cotisations
- c) Les produits de ses services, dont les honoraires de gestion
- d) Les indemnités, intérêts et autres ressources
- e) Les subsides, dons ou legs éventuels

Art. 20 Responsabilité

1 L'UPCF répond seule de ses dettes qui sont garanties exclusivement par sa fortune sociale.

2 Toute responsabilité personnelle des membres et des organes pour les engagements de l'UPCF est exclue.

V DISSOLUTION ET DISPOSITIONS FINALES

Art. 21 Dissolution

1 En cas de dissolution de l'UPCF prononcée par l'Assemblée générale, ni les membres ni les fondateurs ne peuvent revendiquer une part quelconque de ses biens.

2 L'actif disponible sera affecté à une ou plusieurs institutions poursuivant des buts analogues ou déposé auprès d'une institution de droit public qui ne pourra l'utiliser que pour des tâches en faveur de l'économie fribourgeoise.

Art. 22 Dispositions finales

1 Les présents statuts, établis pour la première fois en 1946, ont été partiellement révisés en 1959, 1988, 1998, 1999, 2008 et 2009. Une révision totale est intervenue en 2023.

2 La présente révision partielle entre en vigueur avec effet immédiat dès l'approbation par l'Assemblée générale le 18 juin 2026. Ces statuts annulent et remplacent les versions antérieures.

3 Les présents statuts ont été rédigés en français et traduits en allemand. La version française fait foi.



Fribourg, le 18 juin 2026



Patrick Gendre
Président



Liliane Kramer
Vice-présidente



Reto Julmy
Directeur



Daniel Bürdel
Directeur adjoint



Christian Schafer
Directeur adjoint



Statuten des Freiburger Arbeitgeberverbandes

I NAME UND ZWECK

Art. 1 Name und Sitz

1 Der Freiburger Arbeitgeberverband, nachstehend «FAV» genannt, ist ein nicht gewinnorientierter Verband, geregelt durch die vorliegenden Statuten sowie die Artikel 60 ff. des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs.

2 Seine Dauer ist unbefristet.

3 Sein Sitz ist in Freiburg.

Art. 2 Zweck

Der FAV verfolgt folgenden Zweck:

- a) Berufsverbände, branchenübergreifende Arbeitgeber- oder Wirtschaftsgruppierungen gründen und verwalten sowie deren Aufbau und Entwicklung fördern.
- b) Soziale Institutionen zum Nutzen der Mitglieder gründen und verwalten.
- c) Die Interessen der KMU, namentlich die seiner Mitglieder, unter dem Aspekt der freien Wirtschaft gegenüber den kantonalen und nationalen Behörden, der Öffentlichkeit und Dritten vertreten. Zu diesem Zweck kann der FAV im Namen der Mitglieder gemeinsam oder auch einzeln handeln.
- d) Sich für günstige wirtschaftliche Rahmenbedingungen einsetzen.
- e) Die berufliche Aus- und Weiterbildung fördern.
- f) Verschiedene zweisprachige Dienstleistungen zum Nutzen der Kollektivmitglieder und ihrer Mitglieder und der Einzelmitglieder des FAV sowie von Unternehmen und Verbänden des ganzen Kantons anbieten.
- g) Mit anderen Berufsverbänden und branchenübergreifenden Arbeitgeber- oder Wirtschaftsgruppierungen zusammenarbeiten.
- h) Kontakte vermitteln und als Bindeglied zwischen den verschiedenen Wirtschaftsakteuren agieren.
- i) Die Wirtschaft des Kantons ankurbeln.

II MITGLIEDER

Art. 3 Kollektivmitglieder

Kollektivmitglieder können werden:

1 Berufsverbände, branchenübergreifende Arbeitgeber- oder Wirtschaftsgruppierungen.

2 Regionale Gewerbeverbände- und vereine.



Art. 4 Einzelmitglieder mit CIFA/ZKBV-Anschluss

1 Natürliche und juristische Personen, die sich den sozialen Institutionen CIFA oder der Freiburger Zweigstelle der ZKBV anschliessen wollen und nicht einem Kollektivmitglied angehören, können die Einzelmitgliedschaft mit CIFA/ZKBV-Anschluss beantragen.

2 Wenn die Sozialinstitutionen CIFA oder die Freiburger Zweigstelle der ZKBV das Mitglied nicht mehr versichern, erlischt die Einzelmitgliedschaft mit CIFA/ZKBV-Anschluss automatisch. Das Mitglied kann zu den in Art. 5 erwähnten Bedingungen eine Einzelmitgliedschaft ohne CIFA/ZKBV-Anschluss beantragen.

Art. 5 Einzelmitglieder ohne CIFA/ZKBV-Anschluss

Einzelmitglieder ohne CIFA/ZKBV-Anschluss können werden:

1 natürliche Personen, die eine leitende Funktion in den Führungsgremien ihrer Organisation innehaben, eine selbständige Erwerbstätigkeit ausüben oder ausgeübt haben und ein Interesse an der Wirtschaft des Kantons Freiburg haben;

2 juristische Personen mit Sitz oder Geschäftstätigkeit auf dem Kantonsgebiet.

3 Nur natürliche oder juristische Personen, die keine Mitgliedschaft bei einem Kollektivmitglied erlangen können, können Einzelmitglied ohne CIFA/ZKBV-Anschluss werden. Wenn das Einzelmitglied die Möglichkeit hat, einem Kollektivmitglied beizutreten, nachdem es bereits die Einzelmitgliedschaft ohne CIFA/ZKBV-Anschluss erworben hat, muss es als Einzelmitglied austreten und kann frei entscheiden, ob es dem Kollektivmitglied beitreten möchte, um die Dienstleistungen des FAV weiterhin beanspruchen zu können.

4 Natürliche und juristische Personen, welche von einem Kollektivmitglied des FAV ausgeschlossen wurden, können nicht Einzelmitglied ohne CIFA/ZKBV-Anschluss werden.

Art. 6 Verlust der Mitgliedschaft

1 Die Mitgliedschaft erlischt durch Kündigung sechs Monate vor Ende des Kalenderjahres auf dessen Ende hin, durch Auflösung eines Kollektivmitglieds, durch Auflösung einer juristischen Person, durch Tod, in den von den Statuten vorgesehenen Fällen sowie durch Ausschluss.

2 Der Ausschluss kann gegenüber einem Mitglied ausgesprochen werden, welches gegen die Grundsätze des FAV oder dessen soziale Institutionen verstösst und dem Verband schadet oder welches seinen finanziellen Verpflichtungen nicht nachkommt. Gegen den Ausschluss kann kein Rechtsmittel ergriffen werden.

3 Ausscheidende oder ausgeschlossene Mitglieder verlieren jeglichen Anspruch auf das Verbandsvermögen.



III ORGANISATION

Art. 7 Organe

- a) Die Generalversammlung
- b) Der Vorstand
- c) Das Büro
- d) Die Arbeitgeberkammer
- e) Die Direktion
- f) Die Revisionsstelle

GENERALVERSAMMLUNG

Art. 8 Zusammensetzung und Funktionsweise

1 Die Generalversammlung ist das höchste Organ des FAV. Sie wird in der ersten Jahreshälfte 20 Tage im Voraus per Brief oder E-Mail einberufen. Das Datum wird, wenn möglich, mindestens 40 Tage vor der jeweiligen Versammlung auf der Internetseite des FAV kommuniziert.

2 Jedes Kollektivmitglied wird vom Präsidium oder im Verhinderungsfall von einem anderen Vorstandsmitglied vertreten. Die Zuteilung der statutarischen Rechte wird vom Büro entsprechend der jeweiligen Grösse des Kollektivmitglieds festgelegt.

3 Juristische Personen werden von einem Mitglied der Geschäftsleitung vertreten. Einzelmitglieder haben kein statutarisches Stimmrecht.

4 Die Generalversammlung wird vom Vorstandspräsidium geleitet und ist unabhängig von der Anzahl der vertretenen Stimmen beschlussfähig. Grundsätzlich wird bei Abstimmungen mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen entschieden. Für Statutenänderungen und die Auflösung des Verbandes ist eine Zweidrittelmehrheit erforderlich. Bei Wahlen gilt jene Person als gewählt, die das absolute Mehr der abgegebenen Stimmen erhält. Ansonsten ist jene Person gewählt, die im dritten Wahlgang die relative Mehrheit der abgegebenen Stimmen erhält.

5 Beschlüsse können auch schriftlich oder in elektronischer Form gefasst werden. Die Einberufungsfrist gemäss Absatz 1 bleibt anwendbar. Der Beschluss, die Generalversammlung schriftlich oder in elektronischer Form abzuhalten, muss den Mitgliedern spätestens 4 Tage vor der Versammlung mitgeteilt werden.

Art. 9 Befugnisse

- a) Genehmigung des Jahresberichts
- b) Genehmigung der Jahresrechnung
- c) Wahl des Präsidiums und der Mitglieder des Verwaltungsrats
- d) Wahl der Mitglieder der Arbeitgeberkammer, welche nicht dem Vorstand angehören
- e) Festlegung der Mitgliederbeiträge
- f) Revision der Statuten und Auflösung des FAV.



VORSTAND

Art. 10 Zusammensetzung und Funktionsweise

1 Der Vorstand besteht aus mindestens fünf und höchstens neun Mitgliedern, einschliesslich des Präsidiums. Grundsätzlich sind nur Vertreter von Kollektivmitgliedern, welche mit dem FAV einen Mandatsvertrag zur Führung ihres Sekretariats unterzeichnet haben, in den Vorstand wählbar.

2 Er wählt das Vizepräsidium und bestellt ein Sekretariat. Die mit dem Sekretariat betraute Person muss nicht dem Vorstand angehören.

3 Der Vorstand tagt mindestens einmal pro Halbjahr.

4 Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Mitglieder anwesend ist. Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Präsidiums. Die Mitglieder können sich nicht vertreten lassen. Die Direktion des FAV und die Person, welche die sozialen Institutionen verwaltet, nehmen mit beratender Stimme an den Sitzungen teil.

5 Die Mitglieder des Vorstands werden für einen Zeitraum von drei Jahren gewählt. Das Mandat in derselben Funktion kann zwei Mal verlängert werden.

Art. 11 Befugnisse

- a) Erarbeiten der strategischen Ausrichtung des FAV
- b) Beschlussfassen über die Mitgliedschaft des FAV in anderen Verbänden
- c) Vorschlagen der Mitglieder für den Vorstand und die Arbeitgeberkammer
- d) Ernennen der Direktionsmitglieder und Aufsicht über die Direktion
- e) Bestimmen jener Personen, welche den FAV mittels Kollektivunterschrift rechtsverbindlich vertreten
- f) Den Bericht und die Jahresrechnung zur Genehmigung durch die Generalversammlung validieren.
- g) Beschlussfassen über die Aufnahme und den Ausschluss eines Kollektivmitglieds oder eines Einzelmitglieds ohne CIFA/ZKBV-Anschluss, ohne Angabe von Gründen
- h) Sofern die Statuten der durch den FAV eingerichteten sozialen Institutionen dies vorsehen, ernennen von Vorstandsmitgliedern und anderen Organen dieser Einrichtungen.

ARBEITGEBERKAMMER

Art. 12 Zusammensetzung und Funktionsweise

1 Die Arbeitgeberkammer setzt sich aus den Mitgliedern des Vorstands sowie höchstens 20 weiteren Mitgliedern zusammen. Nur Vertreter von Kollektivmitgliedern sind wählbar. Der Vorsitz wird von jener Person wahrgenommen, die das Vizepräsidium des Vorstands innehat, und das Vizepräsidium wird von der für das Präsidium des Vorstands zuständigen Person übernommen. Die verschiedenen Kantonsgebiete und Wirtschaftszweige müssen vertreten sein.



2 Die mit dem Sekretariat betraute Person muss nicht der Arbeitgeberkammer angehören.

3 Die Arbeitgeberkammer ist unabhängig von der Anzahl der anwesenden Mitglieder beschlussfähig. Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Präsidiums. Die Mitglieder können sich nicht vertreten lassen.

4 Die Mitglieder der Arbeitgeberkammer werden für einen Zeitraum von drei Jahren gewählt. Das Mandat in derselben Funktion kann zweimal verlängert werden.

Art. 13 Befugnisse

- a) Beraten über eidgenössische und kantonale Abstimmungen und Wahlen
- b) Abgeben von Abstimmungs- und Wahlempfehlungen

DAS BÜRO

Art. 14 Zusammensetzung

Das Büro setzt sich aus dem Präsidium und dem Vizepräsidium des Vorstands sowie dem Direktor oder der Direktorin des FAV zusammen.

Art. 15 Befugnisse

- a) Ausarbeiten der Tagesordnung für die Vorstandssitzungen
- b) Ausarbeiten des Jahresberichts
- c) Ausarbeiten der Jahresrechnung
- d) Vorschlagen der Direktionsmitglieder
- e) Zuteilen der statutarischen Stimmen
- f) Erlassen von internen Reglementen

DIE DIREKTION

Art. 16 Zusammensetzung und Funktionsweise

Die Direktion setzt sich aus dem Direktor oder der Direktorin und den stellvertretenden Direktoren oder Direktorinnen zusammen.

Art. 17 Befugnisse

- a) Umsetzen der von den anderen Organen des FAV gefassten Beschlüsse
- b) Anstellen, befördern und entlassen von Personal
- c) Wahrnehmen der Verantwortung der operativen Tätigkeiten
- d) Sicherstellung des Austauschs mit der Direktion der sozialen Institutionen und gemeinsamer Entscheid über Aufnahme und Ausschluss eines Einzelmitglieds mit CIFA/ZKBV-Anschluss, ohne Angabe von Gründen.



REVISIONSSTELLE

Art 18 Revisionsstelle

Die Generalversammlung wählt die Revisionsstelle für eine Zeitspanne von drei Jahren. Das Mandat ist einmal verlängerbar.

IV FINANZEN UND VERANTWORTLICHKEIT

Art. 19 Finanzielle Mittel

Die Einkünfte des FAV stammen aus

- a) Erträgen von den Institutionen
- b) Beiträgen
- c) Erträgen aus seinen Dienstleistungen, vorab Verwaltungshonorare
- d) Vergütungen, Zinsen und anderen Einkünften
- e) Fördermitteln, Spenden oder allfälligen Legaten

Art. 20 Verantwortlichkeit

1 Die FAV haftet allein für seine Verbindlichkeiten, welche ausschliesslich durch sein Verbandsvermögen gesichert sind.

2 Jegliche persönliche Haftung der Mitglieder und der Organe für Verbindlichkeiten des FAV ist ausgeschlossen.

V AUFLÖSUNG UND SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Art. 21 Auflösung

1 Im Falle einer von der Generalversammlung beschlossenen Auflösung des FAV haben weder die Mitglieder noch die Gründer Anspruch auf das Vermögen des FAV.

2 Das verfügbare Vermögen wird einer oder mehreren Institutionen mit ähnlichen Zielen zugewiesen oder bei einer öffentlich-rechtlichen Institution hinterlegt, welche das Vermögen nur für Aufgaben zu Gunsten der Freiburger Wirtschaft weiterverwenden darf.

Art. 22 Schlussbestimmungen

1 Die vorliegenden Statuten wurden erstmalig 1946 erstellt und in den Jahren 1959, 1988, 1998, 1999, 2008 und 2009 teilweise überarbeitet. Eine Totalrevision wurde 2023 vorgenommen.

2 Die gegenständliche Teilrevision tritt nach der Annahme durch die Generalversammlung am 18. Juni 2026 mit sofortiger Wirkung in Kraft. Diese Statuten heben alle vorangehenden Fassungen auf und ersetzen diese.

3 Die vorliegenden Statuten wurden in französischer Sprache verfasst und ins Deutsche übersetzt. Die französische Fassung ist massgebend.



Freiburg, 18. Juni 2026



Patrick Gendre
Präsident



Liliane Kramer
Vizepräsidentin



Reto Julmy
Direktor



Daniel Bürdel
Stv. Direktor



Christian Schafer
Stv. Direktor

